

ACCORD CADRE MONO ATTRIBUTAIRE DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

N° DREAL-GE-PMO-GEO-EXPERT-2023-01

Pouvoir Adjudicateur exerçant la maîtrise d'ouvrage

ÉTAT - Ministère de la Transition Écologique et Solidaire
DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT ET DU
LOGEMENT DU GRAND EST

Le représentant du Pouvoir Adjudicateur

Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la
région GRAND EST

Objet du marché

Prestations de géomètre expert liées aux opérations foncières
pour diverses opérations routières dans les départements des Ardennes, de la Marne, la
Haute Marne, Aube et Haute Saône

Remise des offres

Date et heure limites de réception : **06/04/2023 à 12h00**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

SOMMAIRE

	Pages
ARTICLE 1. OBJET – INTERVENANTS – DISPOSITIONS GENERALES.....	4
1.1 Objet du marché.....	4
1.2 Intervenants.....	4
1.2.1 Maîtrise d'ouvrage.....	4
1.2.2 Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (SPS).....	5
1.3 Point de départ du délai de réalisation.....	5
1.4 Passation des commandes.....	5
1.5 Décomposition en tranches et en lots.....	5
1.6 Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel.....	5
1.6.1 Obligation de confidentialité.....	6
1.6.2 RGPD (Règlement général sur la protection des données).....	6
1.7 Prestations intéressant la Défense.....	6
1.8 Contrôle des coûts de revient.....	6
1.9 Dispositions générales.....	6
1.9.1 Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail.....	6
1.9.2 Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers.....	7
1.9.3 Assurances.....	8
1.9.4 Désignation de sous-traitants en cours de marché.....	8
1.9.5 Réalisation de prestations complémentaires.....	8
1.9.6 Clauses sociales et environnementales.....	8
ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	9
ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES...9	
3.1 Contenu des prix - Règlement des comptes.....	9
3.1.1 Contenu des prix.....	9
3.1.2 Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix unitaires et forfaitaires aux quantités réellement mises en œuvre, exécutées et justifiées.....	9
3.1.3 Les modalités du règlement des comptes du marché sont les suivantes :	9
3.1.4 Modalités de paiement - Intérêts moratoires.....	10
3.2 Variation dans les prix.....	10
3.2.1 Les prix sont révisibles par application de formules représentatives de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 3-2.3 et 3-2.4.....	10
3.2.2 Mois d'établissement des prix du marché.....	10
3.2.3 Choix de l'index de référence.....	10
3.2.4 Modalités de révision des prix.....	11
3.2.5 Application de la taxe à la valeur ajoutée.....	11
3.3 Modalités de paiement direct.....	11
ARTICLE 4. DUREE DU MARCHÉ ET DELAI DE REALISATION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES.....	11

4.1 Durée du marché et délais d'exécution.....	11
4.2 Tranche(s) optionnelle(s).....	12
4.2.1 Délais limites de notification.....	12
4.2.2 Indemnité de dédit – indemnité d'attente.....	12
4.3 Pénalités pour retard.....	12
4.4 Autres pénalités.....	12
4.4.1 Pénalité pour non remise de documents.....	12
4.4.2 Pénalité pour signalisation non conforme.....	12
4.4.3 Pénalité pour non respect des consignes du coordonnateur SPS.....	12
4.4.4 Pénalités pour irrespect des clauses de confidentialité.....	12
4.4.5 Pénalité pour irrespect de la réglementation RGPD.....	13
ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE.....	13
5.1 Retenue de garantie.....	13
5.2 Avance.....	13
ARTICLE 6. PREPARATION ET EXECUTION DU MARCHE.....	13
6.1 Période de préparation.....	13
6.2 Conditions d'exécution : accès, consignes, personnel et moyens du titulaire.....	13
6.3 Signalisation et dommages aux propriétés privées.....	14
6.3.1 Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique.....	14
6.3.2 Dommages aux propriétés privées.....	14
ARTICLE 7. CONTROLES, VALIDATION ET GARANTIES.....	14
7.1 Opérations de vérifications.....	14
7.2 Régime des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature relatifs aux résultats.....	15
7.3 Garanties.....	15
ARTICLE 8. RESILIATION.....	15
ARTICLE 9. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	15

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

ARTICLE 1. OBJET – INTERVENANTS – DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet du marché

Les prestations, objet du présent marché, concernent donc :

- l'établissement de plans et états parcellaires complémentaires,
- l'établissement des documents d'arpentage et bornage des emprises

liste indicative d'opérations :

- Opération routière - Saint-Dizier – RN4
- Opération routière A304
- Projet 2x2 voies RN44 – section Châlons-en-Champagne / Moncetz-Longevas
- Etudes d'aménagements de sécurité – RN44, RN4, RN67
- Opération routière – RN19 - Langres-Vesoul

Les lieux d'exécution des prestations sont les suivants:

Les départements des Ardennes, de la Marne et de la Haute-Marne

1.2 Intervenants

1.2.1 Maîtrise d'ouvrage

La maîtrise d'ouvrage est assurée par :

Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Région
Grand Est (DREAL)

Pôle Maîtrise d'Ouvrage

1, rue du Parlement

BP 80556

51022 CHALONS EN CHAMPAGNE

Téléphone : 03-51-37-61-20

Adresse de courrier électronique (courriel) :

moa-cha.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

1.2.2 Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (SPS)

La coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs en phase de conception et réalisation est assurée par :



1.3 Point de départ du délai de réalisation

Le bon de commande précise les conditions de son exécution avec, **si cela s'avère nécessaire**, celles concernant la mise en œuvre d'une période de préparation.

Par dérogation à l'article 13-1 du CCAG-PI, le délai d'exécution du bon de commande part de la date précisée dans le bon de commande.

1.4 Passation des commandes

Les commandes successives sont adressées sous forme de bons de commandes notifiés par le chef du service Maîtrise d'Ouvrage de la D.R.E.A.L. GRAND EST ou par l'un de ses délégataires au fur et à mesure des besoins. Le(s) bon(s) de commande sera (seront) notifié(s) par télécopie.

Chaque bon de commande précise :

- le délai de la période de préparation si nécessaire ;
- le délai global d'exécution de la mission ;
- la nature et la description de la prestation à réaliser ;
- les prix unitaires et/ou forfaitaires ;
- le montant de la commande hors taxe, le montant de la TVA et le montant TTC ;
- le lieu d'exécution ;
- la référence du marché.

1.5 Décomposition en tranches et en lots

Le présent marché n'est alloté.

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

1.6 Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel

1.6.1 Obligation de confidentialité

En application de l'article 5-1 du CCAG PI, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par l'acheteur et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 4.3 du CCAP PI.

1.6.2 RGPD (Règlement général sur la protection des données)

En application de l'article 5-2 du CCAG PI, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et l'acheteur est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat.

L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par l'acheteur ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet.

Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter l'acheteur afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27.04.2016.

En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 4.3 du présent CCAP.

1.7 Prestations intéressant la Défense

Sans objet.

1.8 Contrôle des coûts de revient

Sans objet.

1.9 Dispositions générales

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur notamment prévues à l'article D8222-5 ou D8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par les ministères chargés de l'environnement et du logement, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>.

1.9.1 Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du représentant de l'acheteur, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du représentant de l'acheteur, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 44.1 du CCAG PI.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre à l'acheteur la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du Code du Travail.

1.9.2 Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre à l'acheteur la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent §CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit à l'acheteur une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre à l'acheteur les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
 - les salariés détachés par ses soins,
 - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
 - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, l'acheteur, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 39 du CCAG PI.

1.9.3 Assurances

Par dérogation à l'article 9-2 du CCAG-PI, les attestations d'assurances seront remises par l'attributaire avant notification du marché.

Avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché.

Cette assurance devra garantir les conséquences pécuniaires pouvant lui incomber en raison des dommages causés à toute personne, à la suite d'erreur ou de faute professionnelle commise par ses employés, durant la réalisation des prestations, objet du présent marché.

Par ailleurs, les prix proposés sont réputés comprendre une assurance destinée à couvrir les éventuels préjudices subis par le titulaire du marché et ses éventuels cotraitants ou sous-traitants en cas de vol ou de détérioration des matériels utilisés pour la réalisation des prestations.

1.9.4 Désignation de sous-traitants en cours de marché

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.(DC 4).

Le titulaire doit joindre notamment les renseignements exigés par les articles R2193-1 à -22 du CCP et l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-9.3 ci-avant.

1.9.5 Réalisation de prestations complémentaires

Sans objet

1.9.6 Clauses sociales et environnementales

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage.

ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4 du CCAG-PI, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

A - Pièces particulières :

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de la personne publique fait seul foi (daté et signé par les représentants habilités des parties).;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (NOR : ECOM2106874A) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives de la personne publique fait seul foi ;
- Le Bordereau des Prix Unitaires et Forfaitaires (BPUF) ;

ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

3.1 Contenu des prix - Règlement des comptes

3.1.1 Contenu des prix

Les prix du marché sont hors TVA et sont établis :

- en tenant compte de tous les frais afférents au fonctionnement des services du titulaire, c'est-à-dire les frais de bureau, de personnel, de déplacement, de voyage, ainsi que les frais d'établissement des minutes de toutes pièces, de papeterie, de téléphone, de correspondance. Ils assurent également au titulaire une marge pour risques et bénéfices,
- en tenant compte de la coordination avec les autres prestations et marchés lancés par le maître d'ouvrage.
- en tenant compte des conditions d'exécution mentionnées à l'article 6 du présent CCAP.

3.1.2 Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix unitaires et forfaitaires aux quantités réellement mises en œuvre, exécutées et justifiées.

3.1.3 Les modalités du règlement des comptes du marché sont les suivantes :

Les modalités de règlement du marché sont conformes aux articles 11 et 12 du CCAG-PI.
Les demandes de paiement sont à adresser au maître d'ouvrage.

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de la région GRAND EST
Pôle Maîtrise d'Ouvrage
1, rue du Parlement
BP 80556
51022 CHALONS EN CHAMPAGNE
moa-cha.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr
Téléphone : 03 51 37 61 20

3.1.4 Modalités de paiement - Intérêts moratoires

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que :

- Le numéro de marché
 - Le numéro de SIRET de l'État
 - Le code du service exécutant de la dépense « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché ».
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché ».
- Le document "nom du modèle de pièce jointe à la facture", annexé au CCAP, est renseigné par le titulaire et fourni à l'appui de chaque facture pour en faciliter le traitement.

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

3.2 Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

3.2.1 Les prix sont révisables par application de formules représentatives de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 3-2.3 et 3-2.4.

3.2.2 Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédant la date limite de remise des offres indiquée en page 1 du présent CCAP.

Ce mois est appelé "mois zéro" (m_0).

3.2.3 Choix de l'index de référence

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour la révision des prestations faisant l'objet du marché est :

IGE : Indice des Géomètres Experts

Il est publié :

- au Bulletin Officiel du ministère en charge du calcul des index BTP ;
- sur le site internet de l'INSEE ;
- sur internet : <http://imp-assistants.application.equipement.gouv.fr>

Les primes, pénalités, retenues et indemnités ne sont pas affectées par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

3.2.4 Modalités de révision des prix

Le coefficient de révision C_n applicable pour le calcul du montant du montant d'un acompte et du solde est donné par la formule :

$$C_n = 0,15 + 0,85 \times (I_n / I_o)$$

I_o = Valeur de l'index du mois d'établissement des prix ;

I_n = valeur de l'index prise au mois de réalisation des prestations.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué; la révision définitive, sur la base des valeurs finales de références, interviendra au plus tard trois mois après la publication de ces valeurs.

3.2.5 Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché sont exprimés hors TVA. Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

3.3 Modalités de paiement direct

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les modalités des articles R.2193-10 à R.2193-16 du CCP complétées par les stipulations suivantes :

- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir à l'acheteur une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

ARTICLE 4. DUREE DU MARCHE ET DELAI DE REALISATION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES

4.1 Durée du marché et délais d'exécution

Les stipulations correspondantes figurent à l'article 3 de l'acte d'engagement.

4.2 Tranche(s) optionnelle(s)

4.2.1 Délais limites de notification

Sans objet.

4.2.2 Indemnité de dédit – indemnité d'attente

Sans objet.

4.3 Pénalités pour retard

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI, en cas de retard dans l'exécution des prestations par rapport au délai global fixé dans le bon de commande, une pénalité journalière de deux cents (200) euros sera appliquée. Cette valeur s'entend hors taxe et n'est pas soumise à actualisation ni à révision.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI, en cas de retard d'intervention (en cas d'une intervention urgente telle que définie à l'article 3-3 de l'acte d'engagement), une pénalité forfaitaire de cinq cents (500) euros est appliquée. Cette valeur s'entend hors taxe et n'est pas soumise à actualisation ni à révision.

En vertu des articles 1139 et 1230 du Code Civil, ces pénalités interviendront de plein droit sur simple constatation de la date de réception des documents par l'administration et sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure.

4.4 Autres pénalités

4.4.1 Pénalité pour non remise de documents

Il sera appliqué pour non remise de document, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI une pénalité de cent cinquante (150) euros par jour calendaire. Cette valeur s'entend hors taxe et n'est pas soumise à actualisation ni à révision.

4.4.2 Pénalité pour signalisation non conforme

Il sera appliqué pour défaut de signalisation constaté par le maître d'œuvre, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI, une pénalité de cent cinquante (150) euros par infraction, reconduite chaque jour jusqu'à la levée de l'infraction (cumulable). Cette valeur s'entend hors taxe et n'est pas soumise à actualisation ni à révision.

4.4.3 Pénalité pour non respect des consignes du coordonnateur SPS

Il sera appliqué pour non respect des consignes constatées par le maître d'œuvre, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI, une pénalité de cent cinquante (150) € HT par infraction, reconduite chaque jour jusqu'à la levée de l'infraction (cumulable). Cette valeur s'entend hors taxe et n'est pas soumise à actualisation ni à révision.

4.4.4 Pénalités pour irrespect des clauses de confidentialité

En cas d'irrespect des obligations de confidentialité fixées à l'article 1-6 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de **1000 €**.

4.4.5 Pénalité pour irrespect de la réglementation RGPD

En cas d'irrespect du devoir d'alerte défini à l'article 1.6.2 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de **1000 €**.

ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

5.1 Retenue de garantie

Sans objet.

5.2 Avance

Les avances sont régies par l'option A de l'article 11.1 du CCAG PI.

Une avance est accordée au titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement. Elle n'est due que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions de l'article R 2191-3 du CCP, à savoir que la commande est un montant supérieur à 50 000€ HT et un délai d'exécution supérieur à 2 mois, à 30 % du montant TTC de chaque bon de commande.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-1-4 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution de la commande.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant initial TTC. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Si le marché est passé avec un **groupement conjoint**, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Conformément des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le RPA. Le montant de cette avance est calculé sur le montant TTC des prestations sous-traitées. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

ARTICLE 6. PREPARATION ET EXECUTION DU MARCHE

6.1 Période de préparation

Si elle s'avère nécessaire, une période de préparation sera indiquée sur le bon de commande.

6.2 Conditions d'exécution : accès, consignes, personnel et moyens du titulaire

Le personnel du titulaire possède les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées.

Le titulaire désigne en outre un responsable qui est l'interlocuteur habituel du pouvoir adjudicateur et du maître d'œuvre. Tout changement de ce responsable est soumis à l'agrément préalable du pouvoir adjudicateur et du maître d'œuvre.

L'interlocuteur privilégié du titulaire pour l'exécution des prestations est le maître d'ouvrage.

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis :

- aux dispositions générales prévues par la législation du travail ;
- au règlement intérieur de l'établissement.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit à tout moment, et sans avoir à en justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en toute ou partie.

Il est interdit à toute personne de pénétrer dans des locaux qui n'exigent pas son intervention.

Le titulaire met en place à ses frais l'ensemble des moyens conformes à la bonne exécution de ses prestations.

6.3 Signalisation et dommages aux propriétés privées

6.3.1 Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique

La signalisation au droit des zones faisant l'objet d'intervention sera réalisée par l'entreprise et à sa charge.

La signalisation des chantiers devra être conforme à la réglementation en vigueur et notamment aux dispositions du Livre I, 8^{ème} partie - signalisation temporaire définie par l'arrêté du 6 novembre 1992 modifié.

Le personnel du titulaire travaillant sur le terrain devra être doté d'un boudier ou d'un gilet rétroréfléchissant.

Les parties latérales ou saillantes des véhicules opérant habituellement sur la chaussée à l'intérieur du chantier seront marquées de bandes rouges et blanches rétroréfléchissantes.

6.3.2 Dommages aux propriétés privées

Dans le cas où le titulaire produirait accidentellement des dégâts sur des parcelles agricoles non couvertes par une convention d'occupation temporaire établie pour les besoins des prestations, il sera fait application des dispositions suivantes :

- Dès la survenance de tels dégâts, l'entreprise prévient immédiatement le maître d'ouvrage. Celle-ci diligentera un état des lieux contradictoire avec l'exploitant agricole, en présence du titulaire.
- Le titulaire indemniserait directement l'ayant droit sur la base de 150 % du barème perte de récolte actualisé arrêté dans le protocole d'indemnisation en vigueur liant le maître d'ouvrage et les organisations professionnelles agricoles.

ARTICLE 7. CONTROLES, VALIDATION ET GARANTIES

7.1 Opérations de vérifications

Les prestations faisant l'objet du marché sont soumises, lors de l'exécution, à des vérifications quantitatives et qualitatives simples, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché dans les conditions prévues à l'article 28 du CCAG-PI.

7.2 Régime des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature relatifs aux résultats

Les stipulations du chapitre 35 du CCAG PI s'appliquent.

7.3 Garanties

Les prestations de ce présent marché ne font pas l'objet d'une garantie.

ARTICLE 8. RESILIATION

Il sera fait application des articles 36 à 40 du CCAG-PI.

ARTICLE 9. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP et du CCTP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

a) CCAG-PI:

CCAP 1-3	déroge à l'article	13-1 du CCAG
CCAP 1-9.3	déroge à l'article	9-2 du CCAG
CCAP 2	déroge à l'article	4 du CCAG
CCAP 4-3	déroge à l'article	14 du CCAG
CCAP 4-4-1	déroge à l'article	14 du CCAG
CCAP 4-4-2	déroge à l'article	14 du CCAG
CCAP 4-4-3	déroge à l'article	14 du CCAG

b) CCTG et CPC travaux publics : Sans objet

c) Normes françaises homologuées : Sans objet

d) Autres normes : Sans objet